

# Rapport annuel sur l'état de la France 2022

## Changer de boussole pour dépasser l'urgence et préparer l'avenir

### Déclaration du groupe CGT

Depuis près d'un demi-siècle, différentes crises se succèdent et s'intensifient, concernant l'ensemble de la planète, à des degrés différents. Conjoncturellement, elles peuvent provenir d'un choc pétrolier ou de l'effondrement de bulles spéculatives (dans l'immobilier, sur les matières premières ou les nouvelles technologies...), mais puisent leurs racines dans les mêmes maux : l'accumulation de richesses, de capital, basée sur l'exploitation des femmes et des hommes et de la nature.

Les pouvoirs répondent à cette crise systémique par l'accélération des politiques d'austérité et d'orientation libérale, ce qui conduit à de nouvelles crises, sanitaires (comme celle du COVID), environnementales (à l'instar de la multiplication des incendies, inondations et autres catastrophes naturelles), économiques et sociales.

Pour la CGT, l'Etat de la France et de sa population doit être analysé au travers de ce prisme.

Ce rapport 2022 intègre les changements brutaux survenus pendant les travaux, notamment le retour de la guerre en Europe et ses conséquences directes. Il montre qu'au-delà de cette conjoncture, les inégalités, la pauvreté, la précarité demeurent voire s'aggravent, les services publics continuent de s'affaiblir, alors que dans le même temps, les dernières réformes économiques et fiscales profitent aux plus aisés.

Dans la lignée des précédents travaux du CESE sur les fractures et les risques d'implosion, il porte les impératifs de réponse immédiate aux urgences, sans obérer le temps long, et d'investissements pour réussir les adaptations et les ruptures nécessaires, dans la justice sociale. Les évolutions des politiques publiques proposées, basées sur des éléments d'analyse quantifiés et objectivés, méritent d'être reprises par les décideurs politiques et économiques :

- une véritable politique industrielle basée sur une planification pluri annuelle ;
- une réforme en profondeur de la fiscalité pour la rendre plus juste et efficace, la lutte contre l'évitement fiscal, une contribution de solidarité exceptionnelle des entreprises ;
- le développement des moyens financiers et humains pour des services publics de qualité, accessibles sur tout le territoire ;
- en opposition au dogme de rigueur budgétaire, la mise en débat démocratique de la stratégie d'endettement et de nouvelles formes de financement ;

- la conditionnalité des aides publiques, avec critères, contreparties et contrôle, pour les réorienter vers la réponse aux besoins, l'emploi, l'urgence climatique et sociale ;
- la clarification des priorités de la BCE ;
- la mise en place d'enquêtes sur les nouveaux rapports au travail et sur la santé physique et mentale, deux ans après le déclenchement de la crise sanitaire.

La CGT a voté ce rapport qui va dans le bon sens. Mais considère qu'il ne va pas au bout des remises en cause structurelles pour éviter le pire qui nous est promis par le système capitaliste.

Il faut impérativement mieux répartir les richesses issues du travail, réduire le gouffre abyssal entre la réalité du travail et celle du capital, transformer en profondeur nos modes de production et de consommation... Les luttes actuelles, dans de nombreux secteurs d'activités dont le secteur pétrolier, portent cette exigence de justice sociale, contrairement à la violence sociale choisie par le gouvernement.